



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P)

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE
Direction Patrimoine Immobilier et Services Techniques
Hôtel-Dieu – Saint Jacques
2, rue Viguerie - TSA 80035
31059 Toulouse Cedex 9

**Maintenance et travaux d'entretien des Systèmes
d'alarme Intrusion**

Table des matières

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES	3
1-1 Préambule.....	3
- Terminologie	3
1-2 Généralité	3
1-3 Présentation des établissements	4
1.3.1 Les principaux sites du Centre Hospitalier de Toulouse :.....	4
1-4 Périmètre d'intervention	5
1-5 Réglementation en vigueur	5
1-6 Obligation en matière Environnementale.....	5
1-7 Sujétion en milieu hospitalier	5
1-8 Obligation du Titulaire.....	5
TITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	7
2-1 Maintenance Curative / Corrective – partie à bons de commande.....	7
2-2 Maintenance Préventive – partie à prix forfaitaire	9
2-3 Pièces détachées et consommables.....	13
2-4 Devis	14
TITRE 3 – DELAIS D'INTERVENTION	15
5-1 Délai dépannage	15
5-2 Délai Maintenance corrective, curative	16
5-3 Délai Maintenance Préventive	16
5-4 Tableau des délais d'intervention	16
5-5 Rapport d'activité.....	17
TITRE IV – EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX.....	17
4-1 Généralités.....	17
4-2 Prescriptions techniques	18
4-3 Réception des travaux	19
4-4 Modalités de chantier	20

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de définir les prestations de maintenance et de travaux à réaliser sur les systèmes d'alarme intrusion et armoires à clé sécurisées.

1-1 Préambule

- Terminologie

- Le terme « SI » désigne le Système Informatique du titulaire
- Le terme « BPU » désigne le Bordereau de Prix Unitaire
- Le terme « BC » désigne le bon de commande.
- Le terme « Equipement » désigne les systèmes d'alarme intrusion

La Politique d'achats des établissements conduit à orienter la maintenance des équipements, vers un prestataire ayant la capacité à proposer, de la compétence technique, des moyens humains et matériels performants, une bonne réactivité.

Ce marché est un enjeu important pour les établissements concernés avec de fortes attentes sur l'optimisation des processus.

- D'intervention
- De la Gestion et des coûts des traitements administratifs
 - Optimisation commandes
 - Optimisation facturation

1-2 Généralité

Le titulaire doit être capable d'assurer ces prestations par la mise en place d'une équipe compétente et d'un système d'information dédié aux domaines concernés, en relation avec des interlocuteurs désignés au sein des établissements.

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- De maintenir un bon niveau de fiabilité et de maintenance des équipements
- D'optimiser la durée de vie des équipements
- De bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- D'assurer la sécurité des biens et des personnes
- De maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- Réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- Assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les responsables techniques de chaque site.
- Respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur.

Le titulaire ne pourra remettre en question le respect de ses engagements contractuels pour ne pas avoir mesuré les contraintes environnementales et de fonctionnement des établissements.

1-3 Présentation des établissements

Les établissements concernés par cet accord cadre sont :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse
- GCS Clinique Universitaire du Cancer, ou Institut Universitaire du Cancer de Toulouse

1.3.1 Les principaux sites du Centre Hospitalier de Toulouse :

Les principaux sites <i>rattachés à la rive droite</i>	<i>Surface (m2)</i>	<i>Adresse</i>
Hôpital Rangueil	175 641	1 avenue du Pr Jean POULHES TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9
Hôpital Larrey	40 045	24 chemin de POUVOURVILLE TSA 30030 31059 Toulouse Cedex 9
Chapitre	12 397	Unité de Stérilisation et Cuisine Centrale ZI du Chapitre 20 avenue Larrieu Thibaud 31100 Toulouse
Logipharma	6159	293 chemin de Tucaut TSA 90036 31270 Cugnaux
Logidos	6500	ZI du parc d'activités du Bois Vert 5 avenue de la Saudrune 31120 Portet sur Garonne
Centre de soins Dentaire	1 660	3 chemin des Maraîchers TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9
Salies du Salat	4952	15 bis, avenue de la fontaine Salée 31260 Salies du Salat
Hôpital La Grave	35 381	Place LANGE TSA 60033 31059 Toulouse Cedex 9
Hôtel-Dieu	24 333	2 rue VIGUERIE TSA 80035 31059 Toulouse Cedex 9
Les logements de fonction : Carnot, Moiroud		31000 Toulouse
Les principaux sites <i>rattachés à la rive gauche</i>	<i>Surface (m2)</i>	<i>Adresse</i>
Hôpital Purpan	242 315	Place du Docteur BAYLAC TSA 40031 31059 Toulouse Cedex 9
ERS (Ecole Régionale de Santé)	12 000	PREFMS 74, voie du T.O.E.C 31059 Toulouse
Hôpital Garonne	22 432	224 avenue de Casselardit TSA 40031 31059 Toulouse Cedex 9
CMP Blagnac		1 allée Flandres-Dunkerque 1940 31700 Blagnac
CAMSP		10-16 Impasse de la Flambère 31300 Toulouse

<i>SITE</i>	<i>Surface (m2)</i>	<i>Adresse</i>
IUCT Oncopole	65 000	1 avenue. Irène Joliot-Curie 31100 Toulouse

1-4 Périmètre d'intervention

Les équipements à prendre en compte dans le périmètre du présent CCTP sont donnés dans l'annexe parc.

1-5 Réglementation en vigueur

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des matériels concernés, et ce, pendant toute la durée du marché.

1-6 Obligation en matière Environnementale

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier fournira aux établissements tous les documents nécessaires justifiant des procédures suivies.

1-7 Sujétion en milieu hospitalier

Il est rappelé que les prestations se dérouleront sur certains sites en milieu hospitalier, et pour tous les sites, en sites occupés.

Le titulaire doit en conséquence tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier.

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies de pompiers, parkings...).

Voir annexe « hygiène »

1-8 Obligation du Titulaire

1.7.1. Personnel d'intervention.

Le titulaire dispose de toutes les compétences, moyens humains et matériels nécessaires pour répondre aux obligations de résultat imposées par le présent marché. Le personnel devra être en nombre suffisant, qualifié, habilité et spécialement formé aux tâches et opérations de maintenance qui lui sont confiées.

Le chargé d'affaire référent sûreté aura au minimum un BTS systèmes numériques, électronique ou équivalent et de nombreuses années d'expérience dans le domaine.

Les techniciens de niveau 2 et 3 auront au minimum un bac professionnel et au moins 5 ans d'expérience dans le domaine.

Le titulaire transmettra la liste des personnes assurant les prestations de maintenance des équipements. En aucun cas, le titulaire ne pourra demander au CHU de Toulouse de lui fournir du personnel pour l'exécution des prestations.

Les personnes intervenantes sur les sites devront être impérativement habilitées pour les tâches qui leur incombent.

Elles devront être obligatoirement munies d'un badge avec photo délivré par le titulaire du marché et de leur carnet d'habilitation, qui pourra leur être demandé à tout moment par le personnel.

Au début du marché, les personnes intervenantes seront présentées aux responsables de la sécurité du CHU de Toulouse et/ou aux personnels techniques des divers sites.

Le titulaire assure le remplacement immédiat de son personnel manquant par un personnel de même qualification, qu'elles que soient les circonstances.

Le titulaire désigne un Représentant qui est l'interlocuteur unique habituel. Tout changement de Représentant doit être réalisé conformément aux dispositions du CCAP et notamment son article 2.4.

Le titulaire met à disposition de son personnel tout l'outillage et l'appareillage nécessaires à la bonne exécution du

marché. L'outillage et l'appareillage seront conformes à la réglementation et régulièrement contrôlés et vérifiés.

Les moyens de communication du personnel font partie de l'outillage pris en charge par le titulaire. Le titulaire s'assurera que ces dispositifs sont compatibles avec les équipements des sites. Il est rappelé que les réseaux commerciaux de télécommunication ne sont pas autorisés dans les services de soins ou d'examen.

1.7.2. Conditions d'intervention

Les divers sites établiront en concertation avec le titulaire, les mesures nécessaires pour établir un plan de prévention pour notamment prévenir les accidents du travail :

- Plans préventifs d'hygiène et de sécurité,
- Gestion des extincteurs et des permis feux,
- Eclairage des zones d'évolution des personnels,
- Contrôle des échelles et des garde-corps fixes,
- Respect des règles de circulation et de stationnement.
- Porter à la connaissance du titulaire le DTA (dossier technique amiante) de l'établissement
- etc....
- et d'une façon générale toutes les règles de bonnes conduites.

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie du site concerné et autres procédures relatives qui serait de nature à perturber l'activité Hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protections nécessaires lors de ses interventions.

En cas d'interventions sur des matériaux amiantés, le Titulaire devra faire intervenir du personnel habilité à intervenir sur ces matériaux et devra appliquer le protocole adéquat (mode opératoire décrit par la « sous-section 4 » du code du travail, et en cas de besoin plan de retrait ou de confinement, décrit par la « sous-section 3 » du code du travail).

Le Titulaire a l'obligation de mettre tous les moyens en œuvre pour respecter ces règles. Pour se faire, le Titulaire devra prendre connaissance du diagnostic de repérage amiante avant travaux et pourra également consulter le Dossier Technique Amiante (DTA) sur demande auprès du référent amiante.

Le titulaire sera tenu de se soumettre aux contraintes de l'organisation générale de chaque établissement, par exemple : passages imposés, interventions phasées ou en horaires décalés par tranche, etc... ainsi que celles dues à l'environnement, sans que ne puisse être demandé d'augmentation d'honoraires.

1.7.3. Présence d'amiante

Toute activité réalisée à proximité ou sur des MPCA, oblige à appliquer des règles strictes : Obligations réglementaires et consignes des établissements ; c'est pourquoi, il sera demandé de respecter les consignes édictées ci-dessous. Ces éléments ne sont nullement limitatifs, mais représentent un préalable obligatoire.

Il appartient au titulaire de tout mettre en œuvre, afin de respecter ces principes et de prévoir dans son offre la gestion du risque amiante. Pour cela le titulaire pourra consulter sur simple demande auprès des responsables techniques de chaque établissement le Dossier Technique Amiante (DTA).

1.7.4. Confidentialité

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents d'ordre technique dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

1.7.5. Evolution de la consistance du parc

Lorsque le marché prévoit une maintenance forfaitaire, seuls les tarifs de maintenance par site sont contractuels. Le nombre d'équipements concernés par ces tarifs est donné à titre indicatif dans l'annexe du CCTP « annexe listing parc ».

L'inventaire du parc des équipements soumis une maintenance de type forfaitaire est annexé au marché, tel qu'existant à la date de signature du contrat. Ce parc est susceptible d'évoluer tout au long de la durée du marché, par :

- L'ajout d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché : il s'agit appareils initialement sous garantie ou acquis au cours du présent marché, et qui sont inclus dans le marché à compter de la date d'expiration de la garantie ;
- Le retrait d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché : ces appareils ne donnent alors plus lieu à facturation.

Lorsque les modifications de parc consistent en des suppressions d'équipements ou des ajouts d'équipements identiques ou semblables à ceux prévus au marché et soumis à un tarif de maintenance déjà prévu au marché, ces modifications se traduisent par une mise à jour, au moins une fois par an, de l'annexe financière et de l'annexe d'inventaire du parc, basée sur le nouvel état du parc constaté par le Pouvoir Adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Cette mise à jour prend la forme d'un ordre de service transmis par le Pouvoir Adjudicateur au titulaire. Le titulaire ne peut prétendre au paiement d'équipements qui ne sont plus utilisés.

Le montant facturé est calculé au prorata temporis, en tenant compte de la date effective d'ajout ou de retrait de l'équipement.

En cas d'ajout d'équipements soumis à des conditions tarifaires nouvelles, non prévues au marché initial, l'intégration de ces équipements et de leurs tarifs de maintenance, donnera lieu à la signature d'un avenant.

Le Titulaire indique dans son offre et au cours de l'exécution du marché, les équipements pour lesquels la maintenance est susceptible de ne plus être assurée jusqu'au terme du marché, en raison de leur obsolescence annoncée par leur fabriquant, notamment du fait de l'arrêt de fabrication des pièces détachées.

TITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

2-1 Maintenance Curative / Corrective – partie à bons de commande

Le titulaire s'engage à assurer l'ensemble des prestations de déplacement, main d'œuvre et de fourniture dans les conditions ci-après définies, nécessaires pour maintenir en état de fonctionnement les équipements décrit.

Le titulaire aura la parfaite connaissance de la technique propre aux constructeurs des équipements et installations à maintenir.

2.1.1. Modalités d'exécution.

Le prestataire titulaire doit être en capacité humaine, technique, matérielle et logistique d'assurer ces prestations.

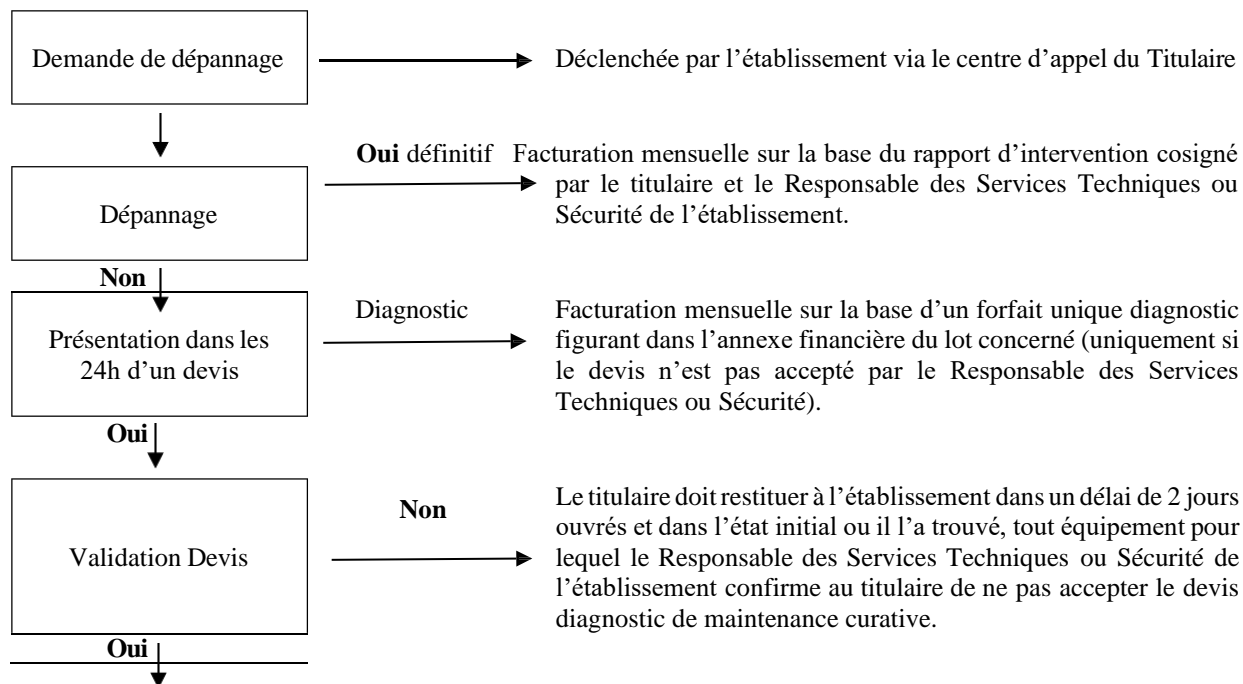
Les prestations de maintenance corrective se déclinent en trois types :

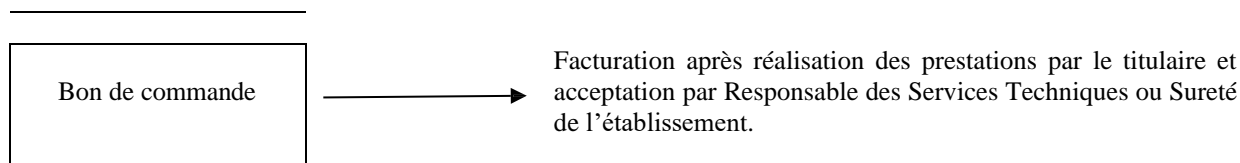
- **Le dépannage** : action de maintenance corrective palliative, qui permet dès la première intervention du titulaire sur site de rétablir un bien dans un état spécifié pour lui permettre d'accomplir une fonction requise : Cette opération est déclenchée via le centre d'appel du titulaire par le responsable des Services Techniques de l'établissement concerné.
- **Le diagnostic** : prestation qui permet au titulaire d'évaluer le coût d'une maintenance curative sur un équipement et d'adresser un devis au responsable des Services Techniques de l'établissement concerné. Le diagnostic peut être réalisé sur site ou chez le Titulaire. Cette opération fait suite à un dépannage n'ayant pas abouti.
- **Maintenance curative** : Opération de maintenance ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié pour lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence. Cette opération doit avoir fait l'objet d'un bon de commande pour être réalisée. Le bon de commande a pour origine le devis d'un diagnostic ou le devis pour une opération ciblée dans le Bordereau de prix joint dans l'annexe financière.

2.1.2. Processus d'intervention.

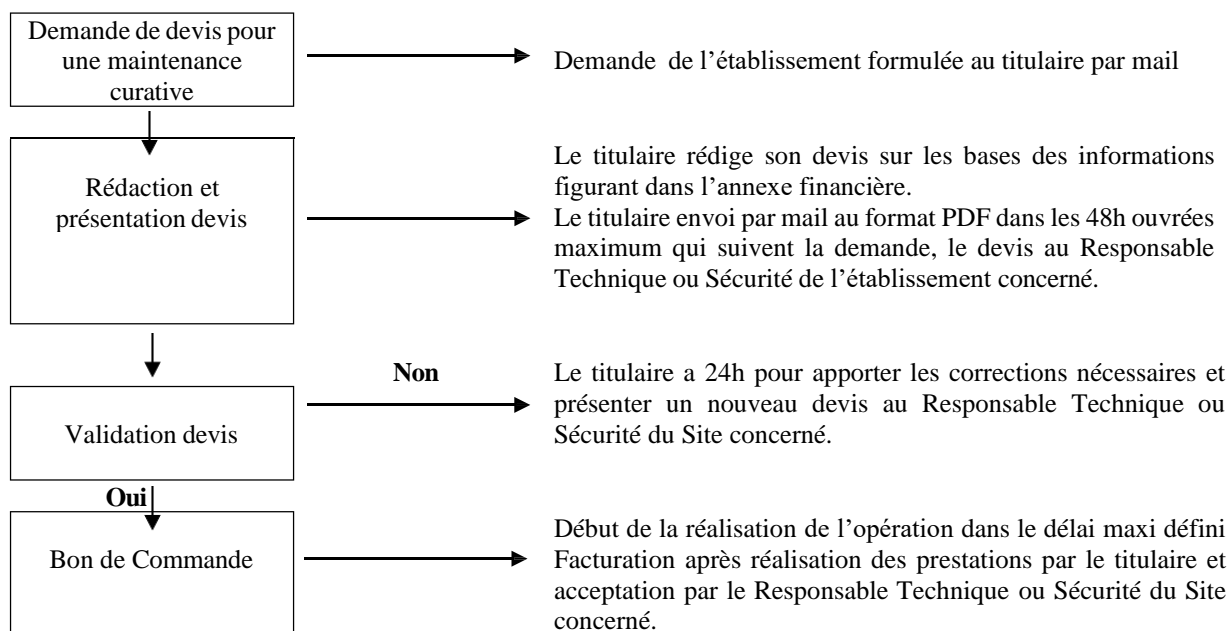
Le titulaire assure toutes les interventions de maintenance des installations et équipements demandées par les Services Techniques et/ou le Service de Sécurité des établissements.

Pour toute demande d'intervention corrective faite par l'établissement. Une demande peut concerner un ou plusieurs sites.





Conformément au § 2.4.3 du présent CCTP, les frais relatifs aux dépannages d'un équipement sous garantie restent à la charge du titulaire.



2.1.3. Rapport d'intervention.

Les demandes de dépannage donneront lieu à chaque dépannage à un rapport d'intervention cosigné par le technicien du titulaire et le représentant des Services sécurité où figureront :

- Le numéro de la demande d'intervention GMAO,
- Le numéro de l'instance GMAO,
- Le nom de l'intervenant,
- L'heure d'arrivée du technicien sur site,
- L'heure de départ du technicien du site,
- la durée de l'intervention,
- La cause de l'intervention,
- Les éléments relatifs au BPU Bordereau de prix (si cela est le cas)
- Le descriptif voire référence de la pièce détachée remplacée (si cela est le cas).

C'est sur les éléments portés dans ce document et dans l'annexe financière que le titulaire facturera à l'établissement sa prestation de **dépannage**.

2-2 Maintenance Préventive – partie à prix forfaitaire

La maintenance préventive annuelle relève d'un forfait annuel inscrit dans l'annexe financière (DPGF). La maintenance préventive est à la charge du titulaire. Il s'agit d'opérations de maintenance programmées périodiquement et renseignées dans l'outil GMAO de l'établissement sur la base de gammes de maintenance. Dans le cas où un établissement ne dispose pas de GMAO le responsable de l'établissement précisera au titulaire le fonctionnement qu'il souhaite mettre en place pour assurer la programmation et la traçabilité de la maintenance préventive.

Cette maintenance préventive est basée sur une veille du fonctionnement du bien.

Les opérations de maintenance préventive devront être effectuées selon la réglementation en vigueur et les

préconisations « *constructeurs* » pour les équipements.

Ces prestations ont pour but d'assurer le maintien en bon état de fonctionnement des équipements, de réduire les risques de pannes ou de mauvais fonctionnement.

L'ensemble des équipements devra avoir fait l'objet de la première maintenance préventive au cours du 1^{er} trimestre qui suit la notification du marché. Un délai de 12 mois maximum doit séparer deux maintenances préventives pour un même équipement.

La partie forfaitaire annuelle comprend :

- La maintenance préventive annuelle des systèmes (intrusion, armoires à clé sécurisées, supervisions), toutes sujétions comprises
- L'astreinte H24, avec support technique
- La mise à jour des applicatifs logiciel métier avec les dernières versions en vigueur

La maintenance préventive annuelle des systèmes ainsi que tous les équipements liés et les renvois comprend, à minima : voir gamme de maintenance chapitre 2.2.3

2.2.1. Documents et outil de suivi de la maintenance préventive

L'outil GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) de l'établissement doit être pour le prestataire et les Services sécurité un outil de gestion commun.

Il doit permettre :

- De programmer et d'informer des actions à effectuer.
- D'assurer la traçabilité des actions.
- De mesurer la qualité des prestations
- De mesurer la disponibilité des équipements.
- D'éditer des rapports et d'indicateurs.

A ce titre les Responsables sécurité de l'établissement se doit d'organiser en présence du prestataire dans le mois qui suivra la notification du marché une réunion de travail.

Cette rencontre permettra de définir les attendus et arrêter les maquettes des rapports.

Des formations à l'utilisation de la GMAO seront dispensées aux techniciens du titulaire, par les administrateurs du progiciel de l'établissement un tutoriel d'utilisation sera remis aux intéressés.

Carnet d'entretien :

Le Titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien papier et/ou informatique mis à la disposition de l'établissement et ce malgré l'existence éventuelle d'une GMAO.

Sont mentionnées sur le carnet d'entretien les informations :

- Dates, heures d'arrivée et de départ du technicien ;
 - Nom et signature du technicien ;
 - Nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectuées sur les équipements au titre de l'entretien ;
 - Date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage ;
 - Pour le cas où le Titulaire utilise des Codes pour la maintenance, un lexique permettant de faire le lien entre ces Codes et les opérations effectuées doit être annexé au registre de maintenance.

La présence du carnet d'entretien ne dégage pas le Titulaire de son obligation de renseigner la GMAO lorsqu'elle existe et avec un niveau de précision au moins égal à celui du carnet d'entretien.

2.2.2. Rapport d'intervention sur l'outil GMAO.

L'outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur génère des demandes d'intervention qui devront faire l'objet d'un rapport d'intervention et ce, pour chaque opération de maintenance préventive et curative, cela dans un délai maximum de 24 heures qui suit la fin de l'intervention.

Les demandes d'interventions qui s'inscrivent dans la durée du fait des phases d'instruction, d'approvisionnement de fourniture etc. feront l'objet d'un rapport d'intervention à chaque phase.

L'établissement mettra à disposition sur les sites l'outil informatique permettant aux techniciens du titulaire de renseigner les rapports d'intervention, et gammes de maintenance.

Les rapports d'intervention seront rédigés en langue française et les abréviations (exemple : OK, RAS, etc.) ne sont pas admises.

2.2.3. Gammes de maintenance préventive annuelle systèmes intrusion et armoires a clé sécurisée. (Inclus au forfait)

La gamme de maintenance du préventif annuel représente le minimum imposé au titulaire, toutes sujétions comprises (main d'œuvre, outillage, remplacement équipements, version logicielle,).

En cas de dysfonctionnement ou de litige consécutifs au manque ou à la mauvaise exécution d'une gamme de maintenance préventive par le titulaire, celui-ci supportera à sa charge les préjudices du dysfonctionnement ou litige.

Au cours de l'exécution de la gamme de maintenance préventive, le titulaire s'assurera de l'efficacité de fonctionnement et de l'état de conservation de l'équipement :

1) Essais de fonctionnement

On entend par essais de fonctionnement d'un équipement l'essai qui consiste :

a) A s'assurer de l'efficacité de fonctionnement :

- Des dispositifs de détection
- Des dispositifs sonores
- Des dispositifs lumineux
- Des dispositifs de communications (supervision, télésurveilleur, téléphonie)

b) A activer chaque point de détection afin de vérifier le bon fonctionnement de la chaîne d'alarme selon les valeurs définies dans la notice d'instructions du fabricant.

2) Examen de l'état de conservation

On entend par « examen de l'état de conservation » l'examen qui a pour objet de vérifier le bon état de conservation de chaque dispositif ensemble et sous ensemble qui constituent le système d'alarme d'intrusion ainsi que son dispositif d'énergie électrique de secours.

Déceler toute détérioration susceptible d'entraîner un dysfonctionnement de l'équipement.

Cet examen comprend un examen visuel détaillé de l'état de conservation, complété obligatoirement par des essais de fonctionnement.

3) Gamme de maintenance préventive annuelle minimale, non exhaustive

Opérations	Annuelle	Autre
Vérification visuelle des éléments de l'installation et de l'état des matériels et de leurs fixations	X	
Contrôle de fonctionnement de l'unité centrale de gestion des alarmes, de sa connectique, et de ses périphériques	X	
Contrôle des alimentations (Vérification des tensions de batteries, chargeurs et des consommations) Mesures et réglages si nécessaire.	X	

Mesures et relevés des tensions (batteries, chargeurs) Contrôle des batteries : Etat des batteries (centrales et sirènes), Date du dernier remplacement des batteries, Contrôle des tensions et courants, vérification des batteries et de sa charge	X	
Remplacement des batteries de secours tous les 4 ans		4 ans
Remplacement des piles tous les ans.	X	
Vérification des continuités des liaisons filaires, radio, bus.	X	
Essais de fonctionnement des dispositifs de détection volumétrique, de détection de franchissement, et de détection d'ouverture, etc.	X	
Essais de fonctionnement des dispositifs d'asservissement et de transmission des alarmes,	X	
Vérification des dispositifs de détection : détecteurs d'ouverture et de leurs auto-protections, systèmes volumétriques des bâtiments et de leurs auto-protections, Contrôle de la portée et de la sensibilité des détecteurs, et réglage si nécessaire, Contrôle des liaisons des détecteurs radios avec la centrale, Nettoyage		
Vérification de la centrale : Contrôle du bon état apparent de l'appareil (défaut de revêtement et déformation accidentelle) Contrôle des autoprotections Contrôle des différentes sources d'alimentation Contrôle de la mise en service/hors service depuis les claviers Contrôle de la temporisation entrée / sortie Vérifier le paramétrage - contrôler l'heure et la date de la centrale Déclenchement de l'alarme, Résultat du déclenchement de l'alarme Vérification de l'édition de l'historique du système Sauvegarde du système Nettoyage		
Vérification des dispositifs d'asservissement Contrôle des sorties Vérification du bon fonctionnement des alarmes sonores Vérification du bon fonctionnement des alarmes visuelles Nettoyage		
Vérification du dispositif de transmission au télésurveilleur Type de transmission Vérification de la liaison téléphonique entre le transmetteur et l'arrivée téléphonique Contrôle des dispositifs de transmission des alarmes suite à la MES ou MHS		
Apposer sur les centrales intrusion et armoires à clé sécurisée une étiquette autocollante précisant la date de la dernière vérification.	X	
Mettre à jour les versions des applicatifs OBS manager et Comander, intégrant les évolutions de ces applicatifs (nouvelle licence, prestation d'actualisation du logiciel, formation	X	
Superviseur intrusion OBS manager : 1- <u>Système d'exploitation & Matériel</u> :	X	
Élément à vérifier Détail		
Espace disque disponible	Systeme (C:) et stockage vidéo	
Température CPU / GPU	Vérifier via logiciel de monitoring	
Charge système	CPU, RAM, GPU pendant l'enregistrement/di	
État des disques	Vérification de l'état	
Mises à jour Windows	Windows Update appliqué et fonctionnel	
2- <u>Logiciel OBS Manager</u> :		
Élément à vérifier Détail		
Version OBS à jour	Version installée	
Scènes et sources	Chargement correct sans erreur	
Test diffusion en direct	Si applicable, tester un flux test (exemple : vidéo	
Sauvegarde config OBS	Dossiers OBS	
3- <u>Réseau & Clients</u>		
Élément à vérifier Détail		
Connectivité réseau	Ping entre serveur et postes clients	
Pare-feu / antivirus	Aucune règle bloquante pour OBS ou flux entrants, pa	

4- <u>Postes Clients</u>		
Élément à vérifier	Détail	
Logiciels clients	Version installée	
Réception des flux	Aucune saccade ou coupure constatée quand on a	
Performances locales	PC client non saturé en CPU/RAM lors du flux	

4) Vérification et Mise à jour documentaire

- Fichier parc
- Création ou mise à jour des dossiers techniques (papier et dématérialisé) par bâtiment ou centrale, y compris suivi de maintenance préventive et corrective

5) Rapports de visite

A l'issue de chaque visite préventive, un rapport annuel par site sera remis, en détaillant l'ensemble des actions réalisées pour chaque centrale et par bâtiment, les observations relevées, les propositions correctives et les propositions d'amélioration.

2.2.4. Gestion des demandes d'intervention GMAO.

Les demandes d'intervention dans l'outil GMAO sont générées par Les Services sécurité de l'établissement.

- Les demandes de maintenance préventive seront planifiées en concertation avec le titulaire en fonction de la périodicité des gammes opératoires dans les 15 jours qui suivent la notification du marché.
- Les demandes de maintenance corrective seront générées dès nécessité du besoin. C'est le Responsable des Services Techniques ou service sécurité du lot concerné ou son représentant qui génère la demande d'intervention.

Les établissements possédant un GMAO auront la possibilité s'ils le souhaitent d'émettre automatiquement auprès du Titulaire des demandes d'intervention de tout type de maintenance.

Le titulaire transmettra à l'établissement au format Excel dans les 15 jours qui suivent la notification du marché

- Le planning de réalisation de la maintenance préventive
- Les gammes de maintenance

Le Titulaire devra se rapprocher de l'établissement dans les 15 jours qui suivent la notification du marché afin de mettre en place une formation de ses techniciens à l'utilisation de la GMAO.

Le titulaire devra renseigner un compte rendu d'intervention pour chaque demande GMAO et ce dans un délai accordé.

La GMAO pourra être renseigné :

- Manuellement par les techniciens du Titulaire depuis un PC mis à disposition par l'établissement
- Via une passerelle informatique automatisée entre la GMAO de l'établissement et le SI du Titulaire (charge au SI du Titulaire de la développer).
- Via des fichiers d'import informatique au format Excel préfinis, renseignés par le Titulaire et envoyés par mail à l'établissement.

2-3 Pièces détachées et consommables

2.3.1. Consommables

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients (chiffons, huile, graisse, etc.), les petits matériels (visserie, petite boulonnerie, etc.), les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

2.3.2. Pièces détachées, équipements

Les pièces détachées, mises en place par le titulaire du marché, seront de nature et caractéristiques homologuées par le constructeur de l'équipement concerné, elles seront garanties au minimum un an. Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Les équipements, mis en place ou livrés par le titulaire du marché, seront de nature et caractéristiques homologuées, elles seront garanties au minimum un an. Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer

gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Le titulaire prendra les dispositions qui s'imposent auprès de ses fournisseurs pour qu'il puisse être approvisionné en pièces détachées et équipements dans les délais compatibles avec les délais d'exécution des prestations.

Le coût des consommables et pièces détachées nécessaires à la maintenance préventive sont à la charge du titulaire, inclus au forfait.

2-4 Devis

2.4.1. Délais présentation devis

Le titulaire s'engage à faire parvenir aux Services sécurité de l'établissement par voie dématérialisée :

- Dans un délai inférieur à 48 heures tout devis sur simple demande de l'établissement.
- Dans les 24 heures diagnostic inclus, le devis faisant suite à un diagnostic pour une opération de maintenance curative.

2.4.2. Rédaction des devis

Pour la maintenance curative, le titulaire du marché fournira un devis détaillé qui sera envoyé par messagerie au format PDF et comportera :

- Les informations concernant le marché :
 - Le numéro de marché, objet et référence ;
 - Les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
 - L'identification du titulaire (dénomination sociale, numéro SIRET ou SIREN, adresse) ;
 - Le numéro fournisseur du titulaire du marché ;
- Les informations sur la prestation :
 - La date de la demande de devis ;
 - Le nom du demandeur de devis ;
 - La nature de la prestation ;
 - Le lieu de réalisation de la prestation (sur site ou dans les locaux du titulaire)
- Les informations sur l'équipement :
 - Le numéro GMAO de la demande d'intervention ;
 - L'identification GMAO de l'équipement ;
- Les informations concernant la pièce détachée (pour les prestations qui l'exigent) :
 - La marque « constructeur » de l'équipement ;
 - Le libellé de la pièce détachée ;
 - La référence de la pièce détachée ;
 - La quantité ;
 - Le prix unitaire HT et TTC de la pièce détachée (si ne figure pas au BPU, le titulaire devra fournir la copie de la facture « constructeur » lors de la facturation) ;
 - Le coefficient de majoration ou minoration à appliquer sur le prix de la pièce détachée du tarif constructeurs, tel que fixé dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement ;
- Les informations concernant la main d'œuvre :
 - Le coût horaire HT de main d'œuvre ;
 - Le nombre d'heures nécessaires ;
 - Les frais de déplacement* (un déplacement par demande d'intervention) ;
 - Le coefficient de majoration ;
- De manière générale, le décompte des sommes en précisant les montants HT et TTC, ainsi que le taux de TVA.

* En cas de pluralité d'opérations sur un même site le même jour, il sera facturé par le titulaire à l'établissement un seul déplacement.

L'établissement sera réputé avoir accepté expressément le devis proposé par l'envoi au titulaire d'un bon de commande.

Le montant du devis ainsi accepté sera global et forfaitaire.

L'établissement se réserve la possibilité de refuser le devis et de demander au titulaire de lui en proposer un nouveau.

2.4.3. Garantie de maintenance préventive

L'équipement ayant bénéficié d'une maintenance préventive sera garanti 6 mois pièces, main d'œuvre et déplacement à compter de la date de ladite maintenance préventive. Cette disposition ne s'applique pas en cas de défaillance de l'équipement suite à un acte de malveillance ou mauvaise utilisation.

TITRE 3 – DELAIS D'INTERVENTION

5-1 Délai dépannage

Le titulaire s'engage à intervenir dans le créneau de la plage horaire d'intervention de 8h à 18h et dans le délai de 12h ouvrées maximum.

Exemples :

- L'appel des Services sécurité de l'établissement est effectué dans la plage d'intervention du titulaire. Le titulaire doit intervenir et être à pied d'œuvre sur site dans le délai maximum d'intervention. Le décompte horaire s'effectue dès l'heure de l'appel des Services Techniques ou sécurité de l'établissement.
- L'appel des Services sécurité de l'établissement est effectué hors plage horaire d'intervention du titulaire. Le titulaire doit intervenir et être à pied d'œuvre sur site dans le délai maximum d'intervention. Le décompte horaire s'effectue dès la première heure de la plage horaire d'intervention valide qui précède l'appel.

Le titulaire devra mettre en place les outils permettant d'assurer aux Etablissements :

- La prise en compte immédiate de son appel ; contact de son centre d'appel ainsi qu'une procédure dégradée en cas de défaillance de ce dernier.
- La confirmation de la prise en compte de son appel.

5-2 Délai Maintenance corrective, curative

Le titulaire s'engage à intervenir et être à pied d'œuvre sur site dans le délai maximum défini dans le tableau à l'article 5.4 du présent CCTP et selon les conditions suivantes :

- À compter de la date indiquée sur le bas du bon de commande. Cette date devra tenir compte du délai maximum d'intervention.
- Ou à compter de la date définie conjointement entre le titulaire et le Responsable des Services Techniques ou sécurité de l'établissement.

Le décompte journalier s'effectue dès la date d'envoi du bon de commande au titulaire. Les bons de commande seront envoyés par courriel.

5-3 Délai Maintenance Préventive

Dans les 15 jours qui suit la notification du marché le titulaire prendra contact avec chaque Responsable Technique ou Sécurité des établissements, afin de planifier les opérations de maintenance préventive et établir un calendrier. Ce calendrier sera signé cosigné par le titulaire et le Responsable de l'établissement, ce calendrier aura valeur contractuelle.

Le décompte journalier s'effectue entre la date prévue au calendrier et la date réelle de réalisation de la prestation de maintenance préventive.

5-4 Tableau des délais d'intervention

CRITERES DE PERFORMANCE	DELAIS	MOYENS DE CONTROLE	PENALITES
Respect du délai d'intervention pour dépannage contrat étendu	3 heures (365J/an 24h/24h)	Délai entre l'appel au titulaire et l'arrivée sur site	50 € HT/heure de retard
Respect du délai d'intervention pour maintenance curative	5 jours ouvrés maxi si aucun délai de réalisation figure sur le bon de commande	Délai entre notification du bon de commande et arrivée sur site du titulaire	150 € HT/jour ouvré de retard
Respect du délai de maintenance préventive	Suivant calendrier	Délai entre la date du calendrier et la date effective de réalisation	30 € HT/jour ouvré de retard
Respect du délai de présentation du devis suite à dépannage	24h max	Délai écoulé entre la fin de l'opération de dépannage et la réception du devis.	30 € HT/tranche de 12h de retard
Respect du délai de présentation de devis suite à la demande du site	48 h max	A compter de la date et heure de l'appel ou du mail de demande de devis	30 € HT/ tranche de 12h de retard
Respect du délai de présentation du rapport annuel	5 jours ouvrés minimum	Délai écoulé la remise du rapport et la réunion de présentation	100€ HT/jour de retard
Saisie en GMAO des rapports d'interventions	24h max	Délai écoulé entre la fin de l'intervention et la saisi sur la GMAO	20€HT/24h de retard
Respect des consignes d'hygiène et sécurité	Respect des consignes	Constataction réalisée sur site	300€HT/ constat

Remise du DOE conforme après travaux	Restitution du DOE à la réception des travaux	Présence du DOE à la réception	Non réception des travaux
--------------------------------------	---	--------------------------------	---------------------------

5-5 Rapport d'activité

Un rapport d'activité réalisé par le titulaire accompagnera les réunions annuelles.

Ces réunions seront organisées dans l'établissement. Suite à des événements particuliers et si nécessaire à la demande du Responsable Technique ou Sécurité d'un établissement, il pourra être demandé au titulaire de participer à des réunions ponctuelles, ces participations font partie du forfait.

La réunion annuelle aura pour objet :

- De vérifier le respect du planning de maintenance préventive ;
- De vérifier que l'outil GMAO est bien renseigné ;
- De faire l'analyse des interventions de maintenance correctives et de définir les éventuelles actions à mener ;
- De faire le bilan des travaux exécutés et à exécuter ;
- De faire le bilan financier
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité.
- Le nombre de panne par équipement sur l'année écoulé
- Taux d'appels et taux de panne par équipement ;
- Listing des appels et dysfonctionnements groupés selon leur nature : défaillance technique, mauvaise utilisation, vandalisme, causes extérieures ou cas de force majeure, ... ;
- Le coût € TTC des pièces détachées remplacées (hors main d'œuvre) par équipement ;
- Le listing des équipements ayant subi une mise à l'arrêt > 3 jours, avec la raison de l'immobilisation ;
- Les délais d'intervention moyen ;
- Le listing des équipements avec plus de 2 pannes sur 1 mois. Evolution sur 1 an de ces équipements ;
- Un historique des maintenances préventive et le temps passé ;
- La consommation annuelle des pièces au BPU et hors BPU
- Le nombre d'heures agents pour la maintenance préventive et maintenance corrective
- Des suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des équipements

Les données des rapports des réunions annuelles seront accompagnées d'analyses, de commentaires et de recommandations.

Le Titulaire fera parvenir à l'établissement 5 jours ouvrés avant la date de la réunion, le rapport aux formats PDF et Excel pour les données chiffrées.

TITRE IV – EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX

4-1 Généralités

4.1.1. Introduction.

Le Titulaire du marché de Maintenance est chargé des travaux sur la base du Bordereau de Prix Unitaires.:

- Remplacement ou mise en place de nouvel équipement, maintenance curative

Quels que soient la nature des travaux, une consultation peut être effectuée par l'établissement, dans ce cas le Titulaire du marché de maintenance est systématiquement consulté.

Le Titulaire, dans le cadre du présent marché de travaux, ou missionné par Ordre de Service, a la charge de réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur. Les prix sont établis grâce au Bordereau des Prix Unitaire (BPU) rempli par le Titulaire.

Le Titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le Titulaire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- Avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants ;
- Avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché ;
- Avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état ;
- Avoir estimé les sujétions particulières d'exécution ;

- Avoir signalé à l'établissement adhérent, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et du B.P.U, le cas échéant ;
- Avoir effectué les relevés nécessaires, lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- Avoir mesuré :
 - Les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté,
 - Les conditions d'interventions et les moyens nécessaires qui sont, sur proposition du Titulaire, validées par l'établissement adhérent.
 - Les plages horaires pendant lesquelles les travaux bruyants ne pourront pas être effectués ;
 - Les plages horaires d'indisponibilité de certains équipements (équipements bloc par exemple).

En aucun cas, le Titulaire ne pourra invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des équipements.

4.1.2. Dispositions particulières en site occupé.

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment hospitalier occupé, le Titulaire devra :

- Apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment ;
- Etudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions ;
- Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel de l'établissement, des personnes hospitalisées, du public et des intervenants ;
- Eviter d'encombrer l'usage des passages de circulation (et conserver, si les lieux le permettent, les largeurs de passage conformes aux réglementations des ERP) ;
- Evacuer ses gravats et s'assurer en permanence de la propreté du chantier dans le respect des règles d'hygiène de l'hôpital ;
- Protéger les ouvrages existants ;
- Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des usagers, du Maître d'ouvrage et du Maître d'Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning devra faire l'objet d'une note rectificative à l'établissement, indiquant les motifs du retard ;
- Respecter les horaires de travail préalablement définis avec le responsable technique de l'établissement :
 - Dans le souci notamment de limiter la gêne occasionnée par le bruit,
 - Afin d'adapter les contraintes liées aux travaux, aux conditions d'exploitation de l'établissement. A cette fin, les travaux pourront être réalisés en horaires décalés ;
- Informer ses employés du devoir de discrétion qui leur incombe et notamment de respecter la charte de l'établissement.

4.1.3. Assurance.

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de 15 jour calendaire à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-2 Prescriptions techniques

4.2.1. Définition du matériel proposé.

La proposition du Titulaire sera considérée comme étant conforme au C.C.T.P.

Toutefois, le Titulaire fournira un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, etc.),

Le Titulaire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement

des équipements.

4.2.2. Qualité du matériel.

Toutes les fournitures, matériels, appareillages, etc..., seront neufs, de bonne qualité, et seront d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique.

Les pièces de rechange ou détachées devront être en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "objet du marché" en France).

Il appartient au Titulaire qui demeure seul responsable des travaux de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par l'établissement ou par l'Assistant à Maître d'Ouvrage ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité du Titulaire.

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du mois d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

4.2.3. Provenance des matériaux et produits.

Le Titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché et aux exigences de sécurité des normes dont ils relèvent.

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

4.2.4. Essais et vérification de fonctionnement.

Après achèvement complet des travaux pour chaque équipement, il sera procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Titulaire qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires, le matériel restant sa propriété.

4-3 Réception des travaux

4.3.1. Essais réglementaires et réception de l'ouvrage.

Dans son offre, le Titulaire effectuera les essais réglementaires. Le Titulaire fournira les caractéristiques des matériels.

Ces pièces seront communiquées au représentant de l'établissement et, le cas échéant à l'Assistant à Maître d'Ouvrage.

4.3.2. Mise en service.

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de chaque équipement et ratification de l'état des lieux contradictoire établi sans réserve entre le Titulaire et l'établissement ou son Assistant à Maître d'Ouvrage.

L'acceptation par les parties de la mise en service ne vaut toutefois pas réception (ou admission). Le PV de réception sera formalisé sur un support dédié.

Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

4.3.3. Visa de documents d'exécution.

AVANT TRAVAUX :

Les documents que le Titulaire doit établir au titre de son marché seront remis à l'établissement ou à son Assistant à Maître d'Ouvrage dans un délai de 20 jours à compter de la commande.

Si l'établissement ou son Assistant à Maître d'Ouvrage constate que ces documents ne sont pas conformes au projet, il dispose, à partir de la remise, d'un délai de 15 jours calendaires pour en informer le Titulaire qui doit, dans le même délai, fournir des nouveaux documents corrigés. L'établissement ou son Assistant à Maître d'Ouvrage délivre son visa sur les documents conformes au projet.

Le Titulaire ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa de contrôle de l'établissement ou de l'Assistant à Maître d'Ouvrage seront considérés comme nuls.

APRES ACHEVEMENT :

Après achèvement des travaux, le Titulaire est tenu de fournir, sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires, un dossier technique rédigé en Français comportant :

- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des équipements et particulièrement pour la sécurité ;
- Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus Codes de défaut, programmation des paramètres ;
- Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation ;
- Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs de portes ;
- Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage ;
- Les documents demandés par tout organisme de contrôle.

4.3.4. Garantie.

Une garantie de 1 an sera assurée dans le cadre des travaux réalisés y compris dans la situation cette garantie court au-delà de l'échéance du contrat de maintenance.

Tous les documents seront disponibles en Français. Les éventuelles abréviations sur les schémas feront l'objet d'un lexique de correspondance permettant à toute entreprise d'assurer la maintenance et le dépannage.

4-4 Modalités de chantier

4.4.1. Programme et Calendrier d'exécution.

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

4.4.2. Exécution des travaux.

Ces prestations peuvent être effectuées en dehors des heures ouvrées. Le Titulaire soumettra son planning à l'établissement qui décidera, en fonction des impératifs des services hospitaliers, des ajustements nécessaires.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériels inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité.

Les prestations à exécuter au titre du présent marché prévoient notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'équipement conformément aux spécifications du présent C.C.T.P., des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation de l'équipement devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Lors de la prise en charge des équipements, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

4.4.3. Visites et investigations.

Le Titulaire ne doit pas s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que l'Assistant à Maître d'Ouvrage estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle quelle est communiquée au Titulaire.

4.4.4. Suivi de chantier.

Le Titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par l'établissement, pendant toute la durée de l'opération.

Le Titulaire déléguera un responsable ou technicien qualifié, agréé par l'Assistant à Maître d'Ouvrage avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu réalisé par l'établissement ou son assistant, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de:

- Formaliser l'avancement des travaux ;
- Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de recalculer le planning d'exécution ;
- Valider l'information effectuée par voie d'affichage auprès des services ;
- Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées ;
- Confirmer les décisions prises aux cours des réunions précédentes.
- Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations au plus tard au cours de la réunion de chantiers suivante, les remarques, les observations ou les dispositions consignées seront contractuelles et acceptées.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

4.4.5. Propreté du chantier.

Le Titulaire prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit chantier et la gestion des déchets du chantier, conformément aux procédures liées aux règles de bio-nettoyage de l'établissement.

Les sols, tapis, circulations et escaliers seront à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le cheminement de livraison sera convenu entre l'établissement et le Titulaire qui procédera, s'il y a lieu, au balisage et à la protection des sols par des matériaux conformes en tenue au feu aux exigences des ERP/IGH et aux règles d'hygiène des hôpitaux. Les livraisons se feront aux horaires convenus avec l'établissement afin de ne pas perturber l'activité hospitalière de l'établissement.

Le nettoyage des ouvrages sera effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravats, déchets et emballages divers devront être évacués du chantier de façon continue.

4.4.6. Hygiène et sécurité.

L'attention du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants est attirée sur le fait que ces travaux sont à effectuer dans un milieu hospitalier aux règles d'hygiène strictes.

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

L'établissement (ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Titulaire devra s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants seront équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives seront privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse était détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la correction du danger et sa validation par l'Assistant à Maître d'Ouvrage. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés seront à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire respectera tous les règlements en vigueur. Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il jugera utile de mettre en œuvre. Tous les équipements de levage utilisés sur le chantier devront avoir une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches sera adressée au Maître d'œuvre avant toute utilisation.

En cas de manquement du Titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le pouvoir adjudicateur pourra résilier de plein droit le contrat du Titulaire au niveau de l'établissement (travaux et maintenance) sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé à l'établissement. Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux doit être en possession d'une habilitation électrique.

4.4.7. Protection de l'environnement.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

4.4.8. Amiante.

L'établissement doit communiquer le Dossier Technique Amiante (DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du Code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Titulaire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

L'établissement a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcôt ne pourrait être demandé par le Titulaire en cas de méconnaissance des documents transmis dans la consultation.

Le Titulaire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Titulaire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique Amiante, il est tenu d'en informer immédiatement l'établissement.

Si, durant les phases travaux, le Titulaire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer l'établissement, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

L'établissement convoquera le Titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

REPERAGE AVANT TRAVAUX :

Avant le démarrage des travaux, l'établissement fait réaliser un repérage avant travaux conformément aux prescriptions imposées par l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

4.4.9. Communication pendant la phase du Chantier.

30 jours calendaires maximum avant le début du chantier, le Titulaire confirmera aux Services Techniques ou Sureté de l'établissement son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- La date d'installation de l'équipe travaux ;
- La date et l'heure de livraison des matériels ;
- La date d'arrêt de l'équipement ;
- Les plages de dates et d'heures des travaux bruyants ;
- La date de remise en service de l'équipement.

Toute information postérieure venant modifier ce planning devra faire l'objet d'un nouvel affichage aux frais du Titulaire (information des utilisateurs).

Le Titulaire se conformera à la politique générale de communication de l'établissement.